

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 29/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS MOREAU

Zone industrielle - La Petite Prairie
BP 104
37140 Bourgueil

Références : 2024-54
Code AIOT : 00100.03084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement SAS MOREAU implanté Les Bruns-Les Pelouses 37120 Marigny-Marmande. L'inspection a été annoncée le 8/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS MOREAU
- Les Bruns-Les Pelouses 37120 Marigny-Marmande
- Code AIOT : 00100.03084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est située aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses » sur la commune de Marigny-Marmande. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 février 2006 avec une échéance de fin d'exploitation (remise en état incluse) fixée au 15 février 2026. Un procès-verbal de récolement partiel du 1er juin 2016 a permis d'acter la remise en état des parcelles cadastrées section ZS n°10 bis pp, 11, 12pp et 15.

Le matériau extrait est du calcaire destiné principalement à l'approvisionnement des entreprises du BTP pour des travaux de voirie.

L'extraction est réalisée à sec par un engin de travaux publics avec une dent vibrante sur une pelle hydraulique, pas d'utilisation d'explosif.

Une installation de traitement des matériaux est présente sur le site (Crible / concasseur).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi du site,
- Suites de l'inspection du 11/05/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillances des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5.1.3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.1	Sans objet
2	Modifications des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.2	Sans objet
3	Suivi exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4	Sans objet
6	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières – Suites de l'inspection du 11/05/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Attestation garanties financières
Prescription contrôlée : <i>Le montant des garanties financières permet la remise en état maximale au cours de la période considérée pour la période [...] 2021/2026 - Une copie de ce document est également transmis à l'Inspection des Installations classées.</i>
Constats : Les garanties financières ont été actualisées.
Observations : L'exploitant a fourni un acte de cautionnement solidaire d'un montant de 149260,62€, calculé suivant les différentes surfaces prises en compte sur le plan d'exploitation mis à jour le 2/03/2023.

<p>Selon le schéma d'exploitation transmis par l'exploitant pour l'année 2023, les valeurs S1, S2, S3 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – S1 est de 3 ha 90 a, la valeur est supérieure à la valeur indiquée dans le tableau de l'AP de 2006 (2ha55a44ca), – S2 est de 1 ha 15 a, la valeur est inférieure à la valeur indiquée dans le tableau de l'AP de 2006 (2ha85a67ca), – S3 est de 0,17 a, la valeur est inférieure à la valeur indiquée dans le tableau de l'AP de 2006 (24a48ca), pour la période considérée (2021-2026). <p>L'exploitant a actuellement une attestation de garanties financières valable pour la période du 25 avril 2022 au 15 février 2026, le montant cautionné (149260,62€) est suffisant malgré le dépassement de la valeur S1 prescrite. L'exploitant a pris du retard sur l'avancement de l'exploitation, et a déposé un dossier de modifications des conditions d'exploitation (modification du plan de phasage et actualisation des garanties financières).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications des conditions d'exploitation – Suites de l'inspection du 11/05/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.[...]</i></p>
Constats : Un porter à connaissance a été transmis au Préfet.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a déposé en juillet 2022 un dossier de demande de modifications des conditions d'exploitation pour la modification du phasage d'exploitation, l'actualisation des garanties financières, et une demande de cas par cas en juin 2023 pour la prolongation de 5 années pour finaliser l'exploitation.</p> <p>Les dossiers sont en cours d'instruction à la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction des matériaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté.</i></p> <p><i>Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</i></p> <p><i>L'exploitation de la carrière est conduite à sec.</i></p> <p><i>La cote du plancher de l'exploitation ne doit pas être inférieure à 117 m NGF.</i></p> <p><i>La hauteur des fronts de taille ne doit excéder 6 mètres.</i></p>
Constats : Pas d'écart constaté le jour de l'inspection.
<p>Observations :</p> <p>Le retard de phasage a été évoqué au point précédent.</p> <p>La cote altimétrique la plus basse indiquée sur le plan d'exploitation réalisé le 02/03/2023 est de 118,9 mNGF.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les hauteurs des fronts ne sont pas supérieures à 6 mètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, 3.5.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rejet dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

Eaux de lavage et de ruissellement : Les eaux de lavage et de ruissellement de l'aire de nettoyage sont préalablement décantées et canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures avec obturateur automatique. [...] Des analyses de contrôle de matières en suspension totales, demande chimique en oxygène et hydrocarbures totaux sont réalisées par un laboratoire agréé tous les ans. Ils sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans.

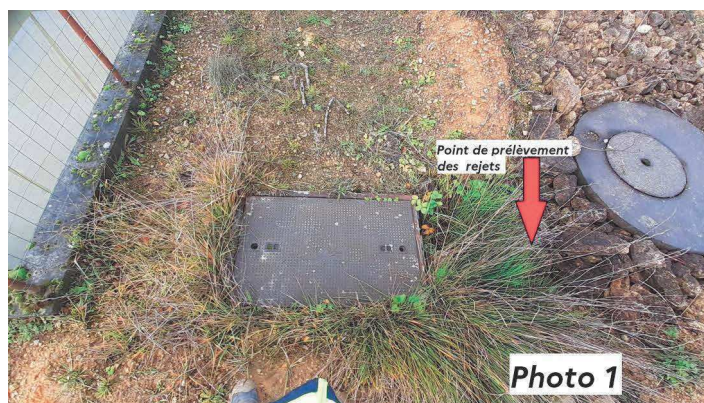
Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites. Les émissaires sont équipés d'un dispositif de prélèvement.

Constats : La valeur limite en MES est respectée, mais les prélèvements sont directement effectués dans l'exutoire en sortie du débourbeur, sans dispositif de prélèvement. (**Photo 1**)

Observations :

L'exploitant a effectué un prélèvement instantané. Le rapport d'analyse effectué par la société Inovalys le 16/05/2023, indique un dépassement des MES (67 mg/l pour un max de 35 mg/l / 70 mg/l en instantané).

L'inspection a constaté que le point de sortie du débourbeur/déshuileur n'est pas équipé de dispositif de prélèvement, ni d'émissaire de rejets.



Le 23/01/2024, l'exploitant a justifié que les modifications ont été apportées aux dispositifs d'écoulements et prélèvements des rejets aqueux le 19/12/2023 (modification entre la sortie du débourbeur et puits perdu) (photos ci – dessous).



L'exploitant a effectué de nouveaux prélèvements le 20/12/2023 à la suite des modifications du dispositif.

Les résultats d'analyses effectuées par la société Inovalys fournis le 22/01/2024 indiquent un

dépassement des MES (87 mg/l pour un max de 35 mg/l / 70 mg/l en instantané).
(Il est rappelé à l'exploitant qu'aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.)

Par conséquent, l'origine des dépassements doit être identifiée :

L'exploitant devra s'assurer que les modifications apportées sur le point de rejet ont été réalisés pour que celui-ci réponde aux dispositions prévues réglementairement.

Il peut également se rapprocher d'un prestataire d'analyse accrédité pour faire réaliser les prélèvements et s'assurer que le dispositif permet d'effectuer des prélèvements dans règles de l'art et le respect des normes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Surveillances des eaux souterraines – Suites de l'inspection du 11/05/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres

Prescription contrôlée :

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans la nappes souterraine est interdit.

La quantité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance.

À cette fin, trois piézomètres sont mis en place, un en amont hydraulique de la nappe, les deux autres en aval hydraulique. [...]

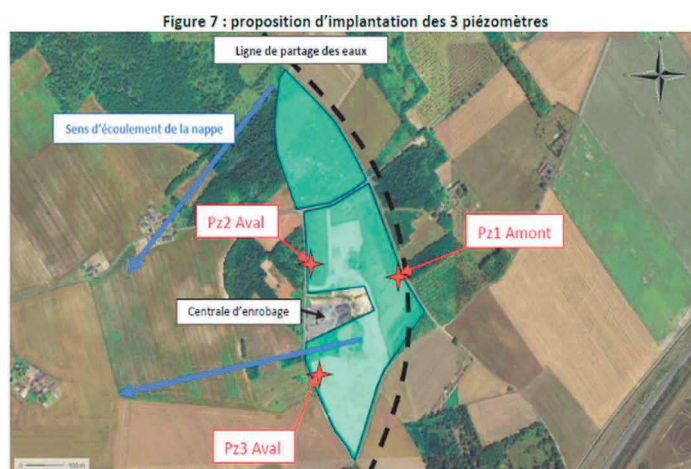
Des prélèvements sont réalisés une fois par an, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions.

Les analyses portent sur les MES, HT. Les résultats en sont consignés sur un registre tenu à disposition de l'IIC. Toute anomalie doit être signalée à l'IIC dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées.

Constats : En écart : aucun piézomètre n'est présent sur le site.

Observations :

L'exploitant a fait faire une étude hydrogéologique en juillet 2022, afin d'anticiper l'installation de 3 piézomètres. **Cette étude ne mentionne pas l'impossibilité technique de mettre en place ces ouvrages, mais précise que pour tenter de répondre à la demande de l'arrêté préfectoral (au moins 5 m d'eau dans le piézomètre), il est envisagé de réaliser un forage captant la totalité du Turonien à savoir d'une profondeur de 43 mètres.** Une attention particulière devra être portée aux positionnements des piézomètres dans le cas de l'obtention de la prolongation de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. L'implantation se situe sur le sud du site dont la remise en état est pratiquement terminée et la demande de prolongation concerne le nord de l'emprise du site.



Type de suites

proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement (Apport de matériaux)
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ..), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.[...]
Constats : Pas d'écart constaté le jour de l'inspection.
Observations : L'exploitant a indiqué que les remblais acceptés sont essentiellement des terres et cailloux (à 99%), conformément à ceux prévus dans la liste des matériaux de l'AP. L'inspection a constaté que le suivi est assuré (DAP, BSD) tenus à jour.
Type de suites proposées : Sans suite